

Une opération « Grande séduction » lancée par les conseils catholiques

Le Droit

Les huit conseils scolaires catholiques francophones de l'Ontario s'unissent pour lancer leur version de l'opération grande séduction.

Profitant de la Semaine de l'éducation catholique actuellement en cours, ces conseils regroupant 72000 élèves et 265 écoles à travers la province ont lancé, hier, une campagne provinciale de mise en valeur.

« On veut aller chercher les jeunes qui ne sont pas dans notre système et deuxièmement, on veut juste prendre notre place et parler de nos bons coups », a dit Robert Tremblay, président de l'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques (AFOCSC), lors du lancement, hier, à l'École Sainte-Geneviève d'Ottawa.

Intitulée « L'école catholique de langue française C1+ » (c'est un plus), la campagne vise surtout les 38 % de la population franco-ontarienne qui opte pour l'école de langue anglaise, explique M. Tremblay.

Loin de souffrir d'une baisse, les conseils catholiques français attirent davantage d'élève. Mais les « ayants droit » leur échappent, ces jeunes qui pourraient étudier en français mais qui optent pour l'anglais.

« Les écoles des conseils de langue anglaise sont très nombreuses, alors on a vraiment à se rendre très visibles », a dit Lise Bourgeois, directrice de l'éducation au Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est, où le nombre d'élèves a dépassé les 17000.

Roger Paul, directeur de l'éducation au Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien, rappelle qu'il ne faut pas tenir les francophones pour acquis, même dans une région francophone. « C'est important de ne pas s'asseoir sur nos lauriers. »

Les responsables de la campagne affirment qu'ils ne visent pas les écoles publiques, même



ARCHIVES LE DROIT

Lise Bourgeois, directrice de l'éducation au Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est.

s'il peut y avoir des fuites vers ce conseil. « On est convaincu qu'il faut avoir les deux choix. Notre grande compétition, c'est l'école catholique anglaise, avec leur programme d'immersion et le public anglophone avec leurs grosses écoles. Il y a encore la perception qu'il y a plus de programmes à l'école anglophone », dit Lise Bourgeois. Pourtant, dit-elle, les écoles catholiques françaises sont parmi les plus performantes de la province.

Anne Tremblay, une enseignante du côté québécois qui habite à Ottawa, a choisi l'école catholique Sainte-Geneviève pour sa fille. « On voulait d'abord l'école francophone et ensuite catholique. Ce sont les valeurs véhiculées à l'école. Je le vis du côté du Québec, où l'on fait l'enseignement religieux une ou deux périodes par semaine et ensuite on n'en parle plus. Ici, c'est quotidien, dans la vie de tous les jours. »

La campagne de mise en valeur se déroulera au cours des prochaines semaines. Elle comprend des publicités dans les médias, ainsi que diverses activités dans les écoles. Un nouveau site Web a aussi été mis sur pied, le www.c1plus.ca

Les collégiens veulent un accès aux emplois de pages

Des étudiants du niveau collégial ont demandé, hier, une révision de la politique d'embauche dans les programmes de pages de la Chambre des communes et du Sénat.

Le Droit

Seuls les étudiants qui complètent leurs études secondaires et qui sont acceptés à l'une des quatre universités de la région de la Capitale nationale sont éligibles aux programmes de pages de la Colline.

Au nom de milliers d'étudiants qui choisissent l'éducation collégiale, des étudiants de La Cité collégiale et du collège Algonquin ont demandé, hier, au gouvernement d'abolir cet «acte de favoritisme» en les incluant désormais sur les listes de candidatures.

«Les critères d'admission au programme précisent qu'il faut être inscrits à un programme universitaire. Moi, je crois

que tous les étudiants devraient avoir le droit d'être candidats. Je ne devrais pas être pénalisée parce que j'ai étudié au collégial», a fait valoir Christina Valdez, une étudiante qui vient de compléter le programme de relations publiques de La Cité collégiale.

Au nom des futures générations d'étudiants de niveau collégial, Cassandra Patry, Jean-François Royer, Erika Lalonde et Kensly Guerrier, tous étudiants de La Cité collégiale, ont rencontré le député fédéral d'Ottawa-Orléans et vice-président des comités pléniers de la Chambre des communes, le conservateur Royal Galipeau, à qui ils ont présenté une pétition dans l'espoir d'obtenir une révision de la politique.

«S'inscrire au collège ne signifie pas un manque d'intérêt envers le phénomène politique et ses institutions», a plaidé à son tour Érika Lalonde.

Le député Galipeau a souligné que ces étudiants devraient avoir le droit d'être candidat au programme de pages comme

les étudiants universitaires puisqu'ils pourraient faire tout aussi bien ce travail. «En limitant le programme aux étudiants universitaires, on refuse l'accès à des milliers d'étudiants. Ce critère ne représente en rien la capacité des candidats à faire le travail», a déclaré le député Galipeau.

À chaque année, 40 pages sont choisis pour travailler à la Chambre des communes durant leur première année d'études universitaires dans la région de la Capitale. Au Sénat, quinze étudiants universitaires, venant également de diverses régions du pays, sont choisis.

Selon les critères actuels, il faut avoir débuté des études à temps complet à une université de la région de la Capitale (Carleton, U. d'Ottawa, Université Saint-Paul ou l'Université du Québec en Outaouais) à compter de septembre de l'année où l'étudiant veut devenir page. L'étudiant doit posséder également une connaissance supérieure des deux langues officielles.

Le Droit Mai 07

La Commission scolaire des Hauts-Bois prévoit perdre de la clientèle

Le Droit

Il y aura 153 élèves de moins dans les écoles de la Haute-Gatineau et du Pontiac en septembre prochain.

La commission scolaire des Hauts-Bois de l'Outaouais a publié hier ses prévisions de clientèle pour l'année scolaire 2007-2008 et, pour une deuxième année consécutive, elle s'attend à perdre des étudiants.

En évaluant le nombre d'inscriptions aux niveaux primaire et secondaire, la commission scolaire s'attend donc à une diminution nette de 153 élèves

sur un total de 3364. Seules les inscriptions à la maternelle sont en hausse (15) alors que la diminution est brutale (140) au niveau primaire et qu'elle est modérée (28) au secondaire.

L'établissement le plus touché sera Le Rucher qui regroupe neuf petites écoles de la Haute-Gatineau et qui risque de perdre 82 élèves en septembre prochain.

La directrice générale de la commission scolaire, Marlène Thonnard, a toutefois indiqué que ce sont des prévisions et que le décompte officiel ne sera effectué qu'à la fin du mois de

septembre.

« Ça reflète un peu la situation qu'on voit un peu partout au Québec en raison de la baisse de la natalité. Mais en plus, par ici, les difficultés de l'industrie forestière nuisent à l'économie et cela n'encourage pas les gens à s'établir. Malgré ces diminutions, nous n'avons pas l'intention de fermer d'écoles, même si certaines sont très petites », a commenté M^{me} Thonnard.

La clientèle scolaire a déjà diminué de 66 élèves en 2006-2007, comparativement à celle de 2005-2006.



By SUN MEDIA

May 1, 2007

Carleton tuition hikes on books

Carleton University's board of governors has approved tuition increases of 2-8%, with the bulk of students in line for a 4-5% hike.

The tuition increases came last night as the board approved the operating budget, including a \$1-million debt repayment.

Outgoing student association president Sean Menard was disappointed, saying the university should be looking at addressing retention rates as another way of generating revenue, rather than hiking tuition.

"If we got our retention rates up here, that would in a sense decrease tuition, so that would be mutually beneficial for both the school and the students."

Carleton also announced it has hired two new deans. Dr. George Katsushi Iwama will become dean of the faculty of science, while Dr. Rafik A. Goubran will be dean of the faculty of engineering and design.



May 1, 2007

ESL students lost in translation

By CP

TORONTO -- More than half the province's elementary schools have an increasing number of students who aren't fluent in English but no specialized teachers to help them.

That's according to a report being released today by the group People for Education.

The report found 53% of elementary schools have students who qualify for English as a Second Language courses but aren't getting them. One quarter of high schools are in a similar predicament.

Annie Kidder, with People for Education, accused school boards of spending cash for ESL students on other needs.



May 1, 2007

Program to teach internet dangers

By CP

The provincial government is providing funding for an Internet safety program to better protect children from online dangers.

The Cyber-Cops Air Dogs program is getting \$1 million to supply the bilingual software to schools and police detachments across the province.

The software includes a training program for teachers and interactive games for Grade 7 and 8 students.

The games are designed to educate kids about the dangers of cyber-theft, extortion and Internet luring.

ONLINE BEHAVIOUR

Another \$250,000 grant is going to the Internet Safety Alliance -- a group dedicated to eliminating the online sexual exploitation of children.

Education minister Kathleen Wynne also said more discussion is needed on where the province needs to step in when dealing with the online behaviour of students. She was responding to the latest incident in which students were disciplined for comments made on the Internet about school authorities.

At least five Grade 8 students from a school north of Toronto have been banned from a trip to Montreal after making disparaging remarks about teachers. It follows two other recent cases where students were suspended for online comments about staff and school policies.